

La guerre des classes

Automne 2006

De la méthode, oui, mais laquelle ?

Peut on pratiquer sans danger la méthode Le Pen ? Rappelons que ce dernier, avec obstination, répète qu'il préfère sa fille à sa nièce, sa nièce à sa cousine, sa cousine à sa voisine, sa voisine à une inconnue partageant ses valeurs, cette inconnue à ... La graduation peut être déclinée à l'infini. En fait, cet homme n'est pas raciste puisque c'est juste une question de niveau d'amour. Il aime tout le monde - sauf Ahmed, on sait pourquoi -, mais avec une préférence nationale, régionale, locale et familiale !

Cette méthode, facile à comprendre, donne à gauche et à l'extrême gauche le résultat suivant : Je préfère Bové à Besancenot, Besancenot à Buffet, Buffet à Voynet, Voynet à Fabius, Fabius à Hollande, Hollande à Bayrou, Bayrou à Chirac, Chirac à Sarkozy, Sarkozy à De Villiers, De Villiers à Le Pen, etc... Il y a un semblant de cohérence, une logique que l'on pourrait qualifier de moindre mal, encore traduisible par 'ça pourrait être pire !'.

C'est cette logique, appliquée à la lettre, qui a été matraquée dans les médias et à gauche en 2002 lors de la présidentielle opposant Chirac à Le Pen. Et rares sont ceux qui ont alors refusé ce faux choix.

2007 arrivant à grands pas, la méthode de la préférence n'a pas changé : l'extrême-droite n'est pas la droite-conservatrice, la droite-conservatrice n'est pas la droite-ultra-libérale, la droite-ultra-libérale n'est pas la droite-démocrate, la droite-démocrate n'est pas la gauche-ultra-libérale, la gauche-ultra-libérale n'est pas la gauche-démocrate, la gauche-démocrate n'est pas la gauche-sociale, la gauche-sociale n'est pas la gauche-anti-libérale, la gauche-anti-libérale n'est pas la gauche-révolutionnaire, etc...

Avec toutes ces nuances, vous pouvez trouver à exprimer votre préférence, que diable ! N'y a-t-il rien de plus démocratique que ce choix ?

L'immense majorité des forces d'extrême gauche va se retrouver dans ces préférences comme devant une fatalité imposée par Dieu le Père, avec l'aide de Dieu le Fils et du Saint Esprit. Il va encore falloir voter, non pour ce que l'on veut, mais contre ce que l'on redoute le plus.

Vous avez le choix entre un cancer et le SIDA, vous choisissez quoi ? Ce n'est quand même pas la même chose... Ce n'est pas blanc bonnet et bonnet blanc.

Selon vos angoisses du moment, vous pouvez changer de choix, c'est ce que



**Placards vus sur les murs de France.
Qu'on les y mette, au placard !**

font régulièrement les électeurs depuis 30 ans, pour finir par avoir un cancer doublé du SIDA. Mais rassurons-nous, la médecine fait des progrès, elle progresse moins vite que les nouvelles maladies .

Accepter la méthode de la préférence et du moindre mal, c'est déjà accepter d'être malade. Il n'y a aucune fatalité à considérer que ce choix soit 'démocratique'. La représentation par défaut n'est pas une représentation 'démocratique'.

Si la règle du jeu ne nous convient pas, changeons là et refusons de jouer !

Nous avons dit 'non' au traité donnant une constitution à l'Europe du capitalisme et du profit. Nous pouvons dire 'non' à une 5^{ème} République qui a toujours été corrompue et inégalitaire.

Que les votes blancs, nuls et les absentions dépassent 50%, et nous retirons à cette fausse démocratie son masque mortuaire (selon ses propres critères) Rien ne sert de clamer que nous n'avons jamais cru en cette démocratie.

Il faut remettre à plat, en discussion, les cadres et les conditions dans lesquels s'expriment les habitants de ce pays.

Une UMP et un PS à 19% des votes exprimés, avec 30% d'abstention minimum, ne représentent que 13% (UMP) et 13% (PS) des électeurs, soit les deux additionnés, un peu plus d'un habitant sur quatre (sans compter ceux qui ne peuvent pas voter, bien que travaillant dans ce pays : immigrés, jeunes de plus de 15 ans à qui la Loi permet de travailler la nuit, etc. ...)

Que ces 13% se succèdent régulièrement au pouvoir pour administrer à leur profit et piller le pays est intolérable. Refuser toute complicité avec ce grand banditisme est le premier stade de toute résistance. Le stade suivant est de prendre en main notre présent sur une base égalitaire et juste :

- Un humain une voix (suppression du Sénat et autres instances non égalitaires)
 - Un humain, un mandat et un seul (aucun cumul privé / public)
 - Représentation à la proportionnelle intégrale, sans correctifs ni tripatouillages
 - Un salaire unique pour tous les élus, salaire de 2 fois le SMIC maximum
 - Impossibilité de pratiquer plus de 2 mandats de suite, sans une interruption équivalente à la durée du (ou des) mandats
 - Suppression de tous les privilèges.
- Qu'une telle représentation nationale voie le jour sur ces bases-là, et elle pourra discuter souverainement des questions économiques et financières nationales et internationales. L'économie doit procéder du politique et non l'inverse. La 'démocratie' n'est pas une marchandise.

L'armée française assurera la "Pax Israelia"

Maintenant qu'Israël a semé le chaos chez son voisin libanais, avec le soutien tacite de la plupart des Etats occidentaux, il daigne accorder la "paix" avec le soutien des mêmes et de l'ONU.

Mais quelle paix ?

Cette paix est, comme celle de 2000, fondée sur l'injustice et l'impunité pour l'Etat terroriste d'Israël.

- Depuis quand, en effet, Israël s'intéresse-t-il aux résolutions de l'ONU ? Qu'en est-il des résolutions 138 et 242 relatives à l'occupation de la Palestine et au retour des réfugiés ?

- On ne nous fera pas avaler non plus que l'Etat israélien, en détruisant le Liban, n'a fait que "se défendre". Rappelons que l'état de belligérance n'a en fait jamais cessé depuis le retrait de Tshal du Liban-Sud en 2000. Après son retrait, l'Etat sioniste a conservé ses prisonniers de guerre. C'est pour exiger leur libération que le Hezbollah a pris en otage deux soldats israéliens début juillet. Cet acte fut le prétexte pour lancer l'offensive militaire.

Durant plus de 4 semaines l'aviation israélienne a massacré plus de 1000 civils et détruit immeubles, ponts, routes, hôpitaux... Le caractère criminel de l'agression israélienne contre la population libanaise est évident.

Pourtant quelles ont été les condamnations de cette offensive par l'ONU, l'Union européenne, la France ?

- Contrairement à ce que racontent les médias les armes ne se sont pas tuées pas au Proche-Orient. En Palestine, plus de

200 Palestiniens ont été assassinés et plus de 800 ont été blessés depuis la fin juin. Israël poursuit ses raids au Liban et sur Gaza. Que deviennent les milliers de prisonniers palestiniens et libanais détenus en Israël ? Qu'en dit l'ONU ? Pourquoi l'ONU ne condamne-t-elle pas l'enlèvement par Israël de députés et ministres palestiniens ?

- Depuis quand Israël respecte-t-il ses engagements ? En violation de ses obligations selon les accords signés entre Israéliens et Palestiniens, sous les auspices internationales, l'Etat israélien a cessé de transférer les droits de douane et les remboursements des taxes à l'Autorité palestinienne, tandis que l'assistance financière externe de la plupart des donateurs étrangers a été stoppée pour punir les palestiniens d'avoir mal voté. Les élections de janvier 2006 étaient pourtant démocratiques au regard des normes de la démocratie bourgeoise et sous contrôle de ... l'ONU. La situation de misère en Palestine est telle que, le 2 septembre, 154000 employés de l'Autorité palestinienne ont commencé une grève générale pour protester contre le non-paiement de leur salaire depuis 6 mois. Ces travailleurs et leurs familles sont privés de leurs revenus à cause du boycott financier imposé par le pouvoir d'occupation israélienne, son allié américain et les pays européens, au nouveau gouvernement palestinien.

La paix israélienne sous la protection de l'ONU, des USA, de l'Europe et de la France

- les objectifs assignés à la guerre menée par Israël n'ont pas été atteints : la résistance libanaise n'a pas cédé, le Hezbollah n'a pas été détruit, l'influence de cette organisation réactionnaire se trouve même plutôt renforcée, et jusqu'à ce jour, le peuple libanais a évité le piège de la guerre civile.

Loin d'avoir été une nouvelle défaite pour les peuples arabes du Moyen-Orient, cette guerre est ressentie comme un échec d'Israël et un signe qu'il était possible de résister.

- Pour les impérialistes et leurs alliés sionistes cet échec est inacceptable. Comme en Irak et en Palestine, ils doivent briser la résistance des peuples. Avec le soutien des Etats-Unis et avec la complicité de la Communauté Européenne, l'Etat terroriste d'Israël se prépare à prendre une revanche contre les Palestiniens après l'humiliation subie au Liban.

Aucun doute n'est permis sur l'objectif de la résolution 1701 du Conseil de sécurité, déjà présent dans la résolution 1559 votée en 2004 qui « demande que toutes les milices libanaises et non libanaises soient dissoutes et désarmées ». Faute d'avoir pu l'atteindre par l'agression israélienne, le Conseil de sécurité, sous l'impulsion des gouvernements états-unien et français, a décidé l'envoi au Liban d'une force internationale d'intervention. Après l'armée américaine qui occupe l'Irak, c'est au tour de l'Europe de prendre la tête d'une opération de police impérialiste au Liban.

Contrairement à ce que racontent l'ONU et nos gouvernants, cette force armée, ou FINUL, n'est pas faite

pour protéger les Libanais des attaques israéliennes répétées contre leur territoire et son occupation.

Les objectifs de cette armée sont d'éloigner les résistants de la frontière avec Israël qui sera ainsi hors de portée des tirs mais pourra poursuivre ses raids aériens contre la population libanaise. C'est d'isoler les combattants de la résistance libanaise et de les empêcher de recevoir les armes dont ils ont besoin pour se défendre. Toutes les conditions seront alors réunies pour tenter d'écraser la résistance.

Contrairement à l'image de pacificateur et de neutralité qu'il veut donner, le gouvernement français a soutenu le blocus imposé aux Palestiniens. S'il proteste vigoureusement contre l'enlèvement de soldats israéliens, il ne fait rien contre l'emprisonnement illégal de milliers d'otages palestiniens, dont des parlementaires et des ministres du gouvernement. Il garde un silence complice face aux bombardements quotidiens de Gaza, face aux assassinats de résistants et de civils en Cisjordanie et face à la construction d'un nouveau mur de la honte. Chirac a cautionné l'agression israélienne contre le Liban, qualifiant de « terroriste » la résistance libanaise et trouvant seulement l'agression de l'état israélien « disproportionnée ».

Le 7 septembre, les organisations politiques françaises représentées à l'Assemblée Nationale, du PCF à l'UMP, ont affirmé un soutien unanime, à la mission des soldats français au Liban.

Ceux qui agissent ainsi défendent les intérêts de l'impérialisme français et protègent l'état sioniste d'Israël.

A l'opposé nous exigeons :

- ✓ pas un homme, pas un centime pour la FINUL
- ✓ Retrait des troupes françaises du Liban
- ✓ Soutien aux travailleurs du secteur public palestinien

Face à la montée des résistances, les attitudes bourgeoises sont très semblables : mettre en place des forces d'interpositions qui, sous couvert d'éviter le pire, empêcheront les luttes de prendre de l'ampleur. Que cette interposition s'appelle FINUL comme au Liban, MEDIATEUR en

France pour les sans papiers, ou PARTI DE GAUCHE, leur rôle est, au fond, le même : désarmer le peuple, au propre comme au figuré, en lui demandant de mettre sa confiance, non dans sa force organisée, mais dans les mains des experts patentés de la bourgeoisie.

Liban. Vous avez dit reconstruction ? Qui paye ?

« Si nous nous révélons incapables de parvenir à une cohabitation et à des accords honnêtes avec les arabes, alors nous n'aurons strictement rien appris pendant nos deux mille années de souffrances et mériterons tout ce qui nous arrivera »

Albert Einstein
lettre à Weismann
le 25 novembre 1929

Il est annoncé, à qui veut bien l'entendre, que le contribuable européen va devoir payer pour reconstruire le Liban. C'est-à-dire pour réparer ce qu'Israël détruira de nouveau très bientôt.

En Europe, il est annoncé, à qui veut bien l'entendre, qu'il n'y a pas d'argent pour l'emploi, les écoles ou les pensions.

Mais on en trouve sans aucun problème pour gonfler les profits des exportateurs.

Ce qui est appelé ici reconstruction va endetter, plus encore, les victimes libanaises et profitera à quelques très



grosses entreprises qui feront ainsi de la Croissance et amélioreront ainsi le PIB. Pendant que les peuples arabes continueront de subir la pauvreté, bien sûr !

On comprend mieux cet amour de la destruction et de la reconstruction.

Un principe basique veut que le coupable paye ce qu'il a cassé.

Pas du tout ! Voyez donc combien les tenants de ce système politique sont nombreux à s'accrocher au pouvoir, sous emballage démocratique, en nous le présentant comme la référence ultime !

Les Etats-Unis vont continuer à maintenir Israël dans son rôle de porte-avions régional, en charge de patrouiller au Moyen-Orient, afin qu'Esso et ses amis augmentent sans cesse leurs bénéfices somptueux.

La facture doit être réglée par Israël, Washington et par tous ceux - dont on connaît les noms - qui les encouragent, d'où viennent les missiles, les chars, les bombes à fragmentation, mais surtout le désordre général.

LA bombe à retardement la plus mortelle restant la montée inéluctable des radicalismes.

Agenda

Octobre 2006

- ✓ Le 10 à Orléans
Procès des faucheurs volontaires

A Blois, dans le cadre des **RENDEZ VOUS DE L'ARGENT** dont le thème est cette année : **UNE HISTOIRE, EN AVOIR OU PAS**

- ✓ les 12 et 13
ELF, LA POMPE AFRIQUE, de, et par **Nicolas Lambert**, comédien
au nouveau théâtre des Provinces, rue du lieutenant Godineau à 20h30
(durée 3h)
Production : Compagnie Un pas de Côté
Tarifs : 20 € / 17 € / 15 € / 8,50 €
Réservation : 02 54 90 44 00

Sexe, argent et corruption : l'affaire Elf est l'un des plus grands scandales politico-financiers qui ait secoué la République.

Huit ans d'instruction, trente-sept prévenus pour dévoiler que le plus grand groupe français était un instrument du pouvoir, lui permettant d'exercer une influence économique et politique.

Réquisitoire implacable contre cette forme du colonialisme pétrolier, ce one-man-show remue les arrières-cuisines nauséabondes de l'Etat français.

- ✓ Le 14 octobre
POUR UNE JUSTE REPARTITION DES RICHESSES
Rassemblement à 13h30, sur le parvis de la Halle aux grains.

Novembre 2006

- ✓ Le 14 sur Arte, Antoine nous parlera de... à suivre...

LES FAUCHEURS fauchés !

Echapper à la prison, c'était prolonger l'acte de désobéissance civile et continuer à manifester son opposition. »

p.232 *L'impossible neutralité*
Howard Zinn

Il est urgent de faire le point sur les faucheurs d'OGM.

Suite à la dernière action menée le 17 Juin près de Montargis dans le Loiret, la gendarmerie a procédé à l'arrestation de la quarantaine de personnes qui ont semé du maïs non OGM sur une parcelle de maïs transgénique. Perquisitions dans les voitures, interrogatoires, prises des empreintes digitales, de photos et de l'ADN. A 3h du matin, 34 des gardés à vue sont libérés, puis de 8 autres plus tard au petit matin. Un est toujours au trou, sa garde à vue est prolongée de 24h.

Dès la nouvelle de ces arrestations, c'est la panade médiatique... Les Verts dénoncent « la répression systématique » contre les faucheurs dans le Nouvel Obs. Le collectif des faucheurs écrit un communiqué de presse qui conclut ainsi (par rapport au camarade breton qui est resté en prison plus longtemps que les autres) : « *Nous sommes collectivement responsables de cette action. Pourquoi deux poids et deux mesures ?* »

Contrairement à ce que pensent les deux responsables du collectif Franciska et Jean-Marie, qui se demandent « *s'ils n'ont pas gardé ceux qui leur apparaissent les plus "fragiles"* », il est clair que la justice continue à faire sa pêche aux militants.

Elle sélectionne, et depuis le début des campagnes de fauchages, les inculpés dans les procès OGM.

Elle a sélectionné les militants anti CPE à juger, les lycéens contre la loi Fillon, et les révoltés de Novembre à expulser.

L'isolement au cas par cas de la justice lui permet de sanctionner individuellement les personnes qu'elles trouvent trop remuantes.

Elle accomplit son travail au service d'une République bananière. Tout comme les forces de l'ordre. Leur rôle c'est la répression.

Alors, avant de monter aux rideaux sur la grande scène médiatique, il faut mettre les choses à plat.

Inscrit au collectif des faucheurs depuis le Larzac 2003, je reçois par courrier le lieu et l'heure du rendez-vous du fauchage.

Dernière innovation en date du 17 juin : « *Nous avons prévu que tous les semeurs volontaires inscrivent leurs noms, adresses et signatures sur une feuille de revendication commune. Votre accord avec cette consigne est indispensable pour revendiquer cette action collective. Après le semis, et avant la dispersion du groupe, la lettre de revendication sera remise à la gendarmerie.* »

Si pour Howard Zinn : « *Echapper à la prison, c'était prolonger l'acte de désobéissance civile et continuer à manifester son opposition.* », pour les faucheurs : **Aller au**

tribunal, c'est prolonger l'acte de désobéissance civile et continuer à manifester son opposition.

Après un petit calcul, je me suis rendu compte que le seul fauchage n'était pas rentable pour le temps d'audience. En effet, les différents procès qui découlent des gardes à vue permettent de tripler le nombre d'apparitions télévisées et radiophoniques. Le premier jugement, le délibéré, l'appel, le délibéré de l'appel...

Tous cela draine à chaque fois son lot de rassemblements, de cars de toute la France, de personnalités mondiales. Et puis les J.T. repassent les images du fauchage. Il faut se faire voir du monde, de la police et des geôliers. Engrenages médiatiques et judiciaires. Les deux engrenages qui font sauter la chaîne du combat social.

Pourquoi ? La lutte, déplacée de la rue ou du champ, au tribunal est déjà perdue. Nous ne gagnerons rien face à cette justice bourgeoise. Nous perdrons toujours du temps, de l'argent et de la liberté (salut à toi Riesel).

La preuve concrète : combien de procès ont été gagnés par les anti OGM ? Combien d'hommes par contre ont vendu leur maison pour payer les amendes ? Et ça, ne comptons plus sur les médias pour en parler.

Alors, il ne faut pas vouloir jouer aux « Faucheurs fauchés », se plaindre d'être arrêté alors que c'est à peine si on ne s'est pas rendu soi-même les mains menottées. Déjà, lors du fauchage de deux parcelles OGM l'été dernier dans le Loiret, certains militants étaient presque déçus que les gendarmes ne soient pas intervenus dans leur champ, au point d'aller voir à l'autre si le loup y est. Le loup y était : les peines requises par le procureur vont de 4 mois ferme à 4 mois avec sursis.

En attendant, une sérieuse question se pose. Va-t on continuer sous cette forme la résistance aux OGM ?

Le dernier courrier de Jean Marie, porte parole du collectif, me laisse plus que perplexe. Il se réjouit avec lyrisme de l'action menée et des suites, invoquant le « *respect mutuel* » entre les militants et les gendarmes, « *le bras de fer avec le procureur gagné* » et « *la formidable solidarité* ».

Il finit ainsi : « *Aurons nous une convocation au tribunal ? Cela appartient au procureur de se ridiculiser en inculquant 49 "désobéissants civils" qui ont détruit une propriété OGM totalement illégale et illégitime...* »

Reste que le procureur n'a pas peur du ridicule sinon il ferait autre chose. Il inculpera 2 ou 3 personnes, ou même tout le lot qui sait, pour destruction de biens privés tout à fait légaux et légitimes à ses yeux. On parlera des faucheurs en hiver, bien qu'il n'y ait plus de culture en plein champ, il y aura des procès en plein vent...

Nous sommes nombreux, je pense, à refuser de nous battre de cette manière. Il est donc nécessaire de ne pas rester isolés et de discuter d'autres modes d'actions contre les OGM.

Harpo

Les Amis de l'Égalité
www.lesamisdelegalite.org
lesamisdelegalite@free.fr